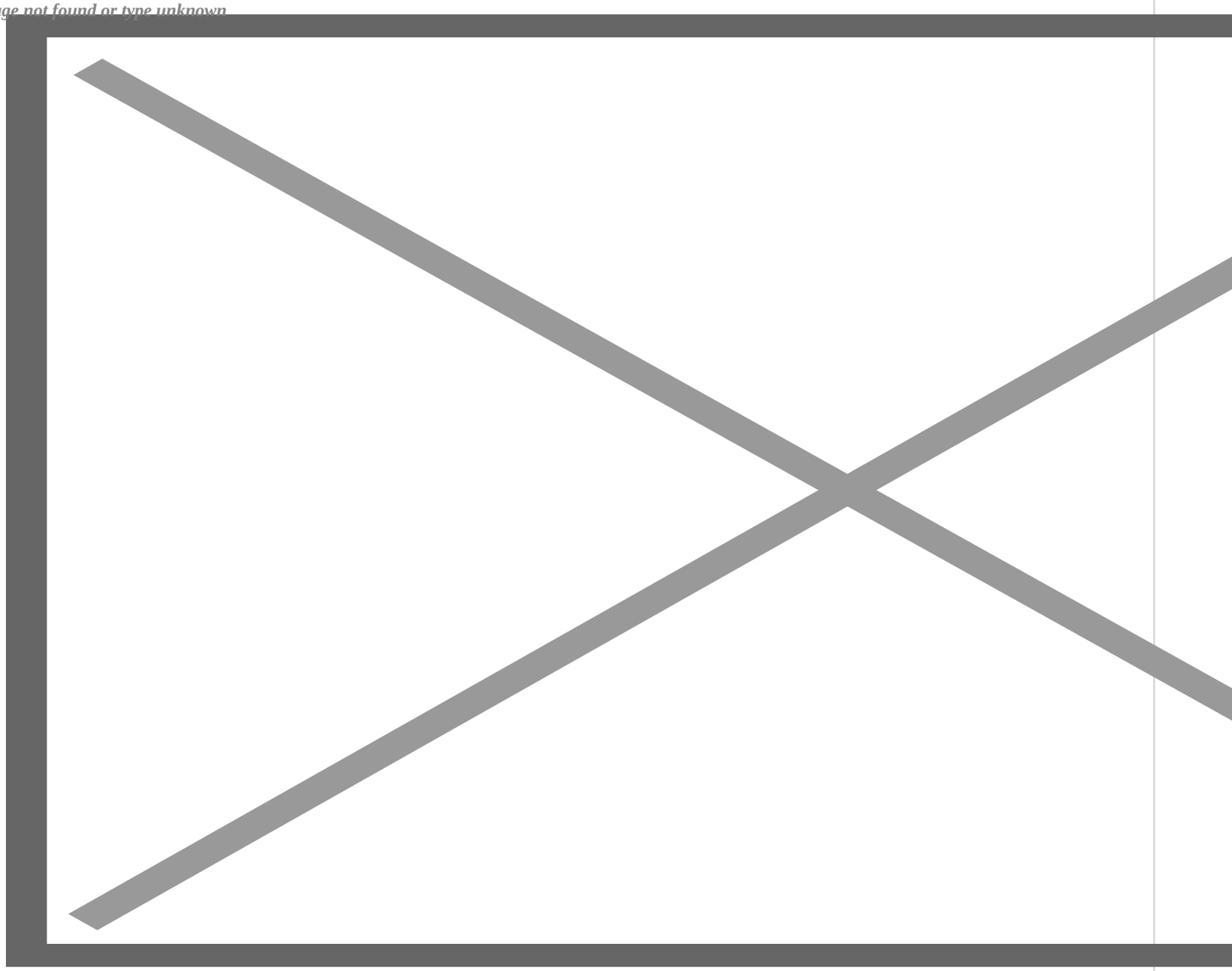
Les nouvelles mesures américaines à l'égard de Cuba ne visent pas à aider, mais à « stimuler les fractures sociales ».

Image not found or type unknown



© AFP 2023 / YAMIL LAGE

Les nouvelles mesures américaines à l'égard de Cuba ne visent pas à aider, mais à « stimuler les fractures sociales ».

Les mesures annoncées le 28 mai par le département du Trésor américain s'inscrivent parfaitement dans la politique étrangère des États-Unis à l'égard de Cuba, qui vise à la fragmentation de la société et à la sélection, parmi les acteurs économiques présents sur l'île, de ceux qui sont censés être les plus utiles à leurs intérêts.

C'est ce qu'a estimé Guillermo Suárez Borges, maître en sciences sociales et chercheur au Centre de recherche en politique internationale (CIPI), dans une interview accordée à Sputnik, pour qui les dispositions annoncées ont une portée partielle et pourraient être limitées par des sanctions unilatérales de plus grande envergure, comme l'inscription du pays caribéen sur la liste des pays soutenant le terrorisme.

« L'inscription sur cette liste pourrait à elle seule empêcher l'application pratique de ces décisions. En outre, les banques peuvent avoir des doutes sur le rétablissement de la confiance pour garantir certains services aux entités de l'île, même si elles sont indépendantes. C'est une conséquence du grand nombre d'amendes et de la politique agressive adoptée par Washington", a-t-il déclaré.

Pour l'universitaire, bien que les mesures puissent être considérées comme « allant dans la bonne direction », elles n'obligent pas les institutions bancaires à se conformer aux exigences du gouvernement. Par conséquent, « la politisation habituelle est perceptible, ce qui réaffirme l'intérêt de diviser la société cubaine dans une activité aussi logique et normale que le commerce avec son voisin le plus proche ».

Le drapeau cubain à côté du drapeau américain devant l'ambassade des États-Unis à La Havane, Cuba - Sputnik Mundo, 1920, 29.05.2024

En outre, a-t-il soutenu, ces amendements au Règlement sur le contrôle des actifs cubains, qui mettent en œuvre les politiques notifiées par l'exécutif actuel le 16 mai 2022, ne touchent pas à la structure du blocus économique, commercial et financier imposé à la plus grande des Antilles depuis 60 ans et qui influe également sur leur application pratique.

« Ces nouvelles initiatives empêchent des domaines publics importants tels que la santé et l'éducation de bénéficier de cet apparent assouplissement des sanctions, précisément parce que ces droits sont garantis par l'État. De même, ce qui a été annoncé est parfaitement réversible en cas d'arrivée d'une nouvelle administration à la Maison Blanche", a-t-il averti.

Que prévoient les modifications du règlement ?

À première vue, les modifications apportées au règlement soutiendront les services liés à l'échange de communications via Internet, ainsi que la formation, l'installation, la réparation et le remplacement d'articles associés à ce domaine ou utilisés pour promouvoir des logiciels qui améliorent la libre circulation de l'information ou contribuent aux activités du secteur privé.

Elle autorise également l'exportation ou la réexportation de logiciels et d'applications mobiles d'origine cubaine des États-Unis vers des pays tiers ; de même, elle remplace la définition de « travailleur indépendant » par celle d'« entrepreneur indépendant du secteur privé », afin d'inclure les coopératives ou les petites entreprises du secteur non étatique.

Il accorde également aux entrepreneurs indépendants l'ouverture, le maintien et l'utilisation à distance de comptes bancaires sur le territoire américain, y compris par le biais de plateformes de paiement en ligne, pour effectuer des transactions, y compris ce que l'on appelle des « U-turns », des transferts qui ont leur origine et leur destination en dehors des États-Unis, un processus auquel l'administration de Donald Trump (1917-1921) a opposé son veto en 2019.

À ce sujet, le ministère des Affaires étrangères de l'île a annoncé que le gouvernement étudiera ces mesures et « si elles ne violent pas la législation nationale et signifient une ouverture qui bénéficie à la population cubaine, même si ce n'est qu'un segment, il ne fera pas obstacle à leur application », bien qu'il ait souligné l'intention de Washington de « punir le secteur étatique », garant des services essentiels tels que l'éducation, la santé, la culture, le sport et d'autres.

De même, le président cubain Miguel Díaz-Canel Bermúdez a reconnu dans son profil sur le réseau social X, anciennement Twitter, que « les mesures annoncées par le gouvernement américain à l'égard de Cuba sont limitées, restrictives et ne touchent pas le corps fondamental du blocus contre notre pays, ni les autres sanctions de sa politique de pression maximale ».

Objectifs des mesures

Ces modifications de la réglementation sur les avoirs cubains sont juridiquement protégées par l'application à Cuba - une décision ininterrompue des présidents américains depuis Dwight D. Eisenhower (1953-1961) jusqu'à ce jour - de la loi sur le commerce avec l'ennemi (Trading with the Enemy Act), adoptée par le Congrès fédéral en 1917 et visant à restreindre les échanges commerciaux avec les nations hostiles aux États-Unis.

Cette législation ne s'applique qu'à la nation caribéenne, bien que l'île n'ait jamais eu de conflit armé ni attaqué ce pays, mais « depuis lors, nous sommes considérés comme un ennemi officiel des États-Unis, que cela soit mis en pratique ou non est un pouvoir de l'exécutif, donc, si la volonté existait, cela aurait pu être éliminé », a déclaré à Sputnik Ernesto Domínguez, docteur en sciences historiques.

Selon le professeur du Centre d'études hémisphériques et américaines de l'Université de La Havane (UH), cela inclut également les listes d'entités et d'individus sanctionnés et les règlements appliqués par l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du département du Trésor.

Selon l'universitaire, il y a derrière tout cela un intérêt explicite à rendre le secteur privé indépendant de l'État, de sorte que ces acteurs considèrent leur soutien à l'extérieur de Cuba et les obstacles à leur éventuel développement comme relevant de la responsabilité du gouvernement de la nation caribéenne, « avec le discours supplémentaire qu'il s'agit d'un secteur qui favorise non seulement leur activité, mais aussi la croissance de l'économie et l'amélioration des revenus de la population ».

« Elle vise à stimuler la séparation, les conflits et les fractures afin d'établir une position politique déterminée, probablement en contradiction flagrante avec le gouvernement de l'île. Les actions des États-Unis ne visent pas à aider le peuple cubain, mais plutôt à promouvoir leurs intérêts et à reprendre le contrôle du pays caribéen par tous les moyens", a-t-il ajouté.

Pour Luis René Fernández Tabío, docteur en sciences économiques, professeur et chercheur au Centre de recherche économique internationale de l'université de La Havane, il a été démontré que toute segmentation de l'économie génère des inefficacités et est préjudiciable à tout système économique.

« Le processus de réforme dans la nation caribéenne propose, bien qu'il ne soit pas encore totalement harmonisé, de relier les secteurs public et privé. Par conséquent, les mesures communiquées par l'OFAC visent à créer des tensions supplémentaires par rapport aux transformations et aux ajustements du système économique cubain", a-t-il déclaré à Sputnik.

Selon lui, il ne fait aucun doute que cette décision est influencée par le moment qui précède les élections présidentielles de novembre prochain, « ces idées ont été mises de côté depuis 2022, en raison des craintes et des faiblesses de l'administration Biden. Le fait que ses conseillers, peu confiants dans leur réélection, utilisent cette lettre suggère qu'ils tentent de reconquérir les électeurs, trahis par la non-réalisation des propositions de sa campagne précédente ».

Le professeur estime que si les dispositions rapportées laissent encore des questions, elles semblent offrir des possibilités aux entreprises privées en général dans les domaines des logiciels, de l'économie numérique et des transactions bancaires, mais qu'il est très difficile à ce stade de quantifier leur effet.

« La croissance rapide du secteur privé dans la plupart des cas, l'expansion de l'emploi et le montant des transferts internationaux et des importations réalisées contre toute attente, on peut s'attendre à ce que ce secteur soit en mesure d'accélérer sa croissance et d'accroître son importance dans l'économie cubaine, si les mesures annoncées sont mises en œuvre », a-t-il noté.

Des avantages pour le secteur privé ?

Pour sa part, le chercheur et professeur à l'Université de La Havane (UH) Hassan Pérez Casabona a déclaré à Sputnik que l'intention est d'établir une différence entre les nouveaux acteurs émergents de la sphère privée et le cadre général de l'économie d'État, bien que « dans la conception cubaine, chacune de ces parties constitue un domaine central de notre développement ».

Selon le docteur en sciences historiques de l'UH, « non seulement elles sont limitées et incomplètes, mais dans de nombreux cas, elles sont irréalisables et irréalisables parce que les idées centrales de la mise à jour, du renouvellement et de l'intensification des sanctions, et de l'inclusion sur la liste des pays qui sont supposés être des sponsors du terrorisme, demeurent ».

Le retrait de la nation antillaise de la liste des pays qui ne coopèrent pas pleinement contre le terrorisme et ces mesures « reflètent la remise en question de l'administration Biden, qui a été jusqu'à présent dépourvue d'une vision propre à l'égard de Cuba ».

Selon Domínguez, l'apparition de ce discours ne signifie pas que le système de sanctions actuel n'affecte pas directement le secteur privé ; auparavant, même pendant le mandat de Barack Obama, l'interdiction pour les banques américaines d'opérer avec La Havane a été éliminée, mais cela ne s'est pas produit étant donné l'existence d'autres limitations associées au blocus.

« Le moins que l'on puisse dire, c'est que la possibilité réelle qu'il puisse bénéficier aux entreprises privées est limitée. Une étude minutieuse et détaillée des règlements en vigueur serait nécessaire pour voir dans quelle mesure il y a une aide réelle. En fait, la tendance est d'inclure un discours de flexibilité, sans que cela se traduise par des mesures qui apportent une contribution réelle", a-t-il ajouté. (Source Sputnik)

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/356523-les-nouvelles-mesures-americaines-a-legard-de-cuba-ne-visent-pas-a-aider-mais-a-stimuler-les-fractures-sociales

Radio Habana Cuba